

## SUIVI DES AMENDEMENTS

Relatif aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ([P JL n°939](#))

Assemblée Nationale - examen en séance publique

## ARTICLE 1ER

Amendement	Enjeu	Statut
<a href="#">403</a> Christine Le Nabour REN	Amendement rédactionnel.	<b>Adopté</b>
<a href="#">404</a> Christine Le Nabour REN	Amendement rédactionnel.	<b>Adopté</b>
<a href="#">100</a> Dino Cinieri LR	Amendement rédactionnel visant à éviter une redondance inutile.	<b>Adopté</b>
<a href="#">402</a> Christine Le Nabour REN	Amendement rédactionnel.	<b>Adopté</b>

## APRES ARTICLE 1ER

Amendement	Enjeu	Statut
<a href="#">303</a> Sandra Regol EELV (+ 20)	Cet amendement du groupe écologiste prévoit la mise en place d'une campagne de prévention des Violences Sexuelles et Sexistes sur les sites du village des athlètes et du village des médias par le COJOP, passant notamment par voie d'affichage.	<b>Adopté</b>

## APRES ARTICLE 2

Amendement	Enjeu	Statut
<a href="#">564</a> Freddy Sertin REN	Cet article a pour objectif de permettre aux vétérinaires de pouvoir exercer des actes de médecine et de chirurgie sur les chevaux de leur équipe pendant la durée des jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, par dérogation à l'article L. 242-1 du code rural et de la pêche maritime.	<b>Adopté</b>

## ARTICLE 4

Amendement	Enjeu	Statut
<a href="#">207</a> Bertrand Sorre REN	La réécriture de l'article 226-25 du code pénal rend caduques les dispositions de l'article L. 1133-1 du code de la santé publique. Cet amendement est un amendement de coordination législative.	<b>Adopté</b>

## APRES ARTICLE 4

Amendement	Enjeu	Statut
<a href="#">760 (Rect)</a> Stéphane Mazars REN (+ 1)	Le présent amendement a donc pour objet de prévoir un régime différent pour les contrôles de nuit selon qu'ils sont réalisés avant ou après 5 heures et d'apporter quelques adaptations rédactionnelles relative à cette modification de régime.	Adopté

## ARTICLE 5

Amendement	Enjeu	Statut
<a href="#">653</a> Moetai Brotherson GDR (+ 21)	Le présent amendement vise à rendre compatible les nouvelles dispositions du code du sport qui ont été rendues applicables localement par l'Assemblée avec la répartition de compétences prévues par le statut de la Polynésie française et la réglementation adoptée en 2015 par l'assemblée de la Polynésie française en matière de lutte contre le dopage.	Adopté

## ARTICLE 6

Amendement	Enjeu	Statut
<a href="#">396</a> Philippe Latombe MOD (+ 50)	Le présent amendement entend préciser les attributions et le rôle de la CNIL, dont une des vocations premières est son instance de contrôle, et demande ainsi l'inscription d'un avis publié avant celui du Conseil d'Etat, ce qui permet également l'inscription d'une cohérence avec les dispositions similaires prises auprès de la CNIL et définies à l'article 7.	Adopté

## ARTICLE 7

Amendement	Enjeu	Statut
<a href="#">584</a> Erwan Balanant MOD	Cet amendement vise à ouvrir le débat sur la définition que le gouvernement et le législateur entendent donner aux abords des lieux accueillant ces manifestations, qui feront l'objet de mesures de vidéoprotection.	Adopté
<a href="#">737</a> Guillaume Vuilletet REN	Amendement rédactionnel.	Adopté
<a href="#">156</a> Cécile Untermaier SOC (+ 31)	Cet amendement du groupe "socialistes et apparentés" vise à prévoir que le Gouvernement peut organiser une consultation publique aux fins de l'élaboration de son décret.	Adopté
<a href="#">300</a> Anne Le Hénauff HOR (+ 28)	Cet amendement propose de remplacer l'obligation de conservation des données d'apprentissage, de validation et de test par une obligation de documentation et de description des jeux de données utilisés, afin de pouvoir attester de la réalité des garanties fixées dans la loi concernant ces mêmes données, notamment leur qualité, leur pertinence et leur adéquation pour éviter les biais et les erreurs et d'autre part, par une obligation de sécuriser les données utilisées à des fins d'apprentissage, de validation et de test.	Adopté
<a href="#">789</a> Éric Bothorel REN (+ 3)	Le présent sous-amendement transpartisan est issu de membres du Groupe d'étude Economie, sécurité et souveraineté numériques. Il a pour but de confier le traitement des données issus de la vidéo surveillance a des entreprises françaises ou européennes ce qui permettra un développement du projet en toute confiance et où les risques d'ingérences seront considérablement affaiblis.	Adopté
<a href="#">757</a> Aurélien Lopez-Liguori RN (+ 3)	L'exposé des motifs est le même que pour l'amendement <a href="#">n°789</a> .	Adopté
<a href="#">524</a>	Amendement rédactionnel	Adopté

Jean-Pierre Cubertafon MOD		
<u>400</u> Philippe Latombe MOD (+ 50)	Cet alinéa impose aux fournisseurs de traitements algorithmiques de fournir une déclaration des intérêts détenus à date et au cours des cinq dernières années.	<b>Adopté</b>
<u>738</u> Guillaume Vuilletet REN	Amendement rédactionnel.	<b>Adopté</b>
<u>739</u> Guillaume Vuilletet REN	Si l'analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel (AIPD) actualisée par chaque service utilisateur doit être transmise à la CNIL, il ne semble ni utile, ni adapté de transmettre cette AIPD au préfet. La transmission de l'AIPD à l'autorité administrative indépendante qu'est la CNIL prévue par l'alinéa 23 constitue quant à elle la véritable garantie de contrôle de ce document.	<b>Adopté</b>
<u>740</u> Guillaume Vuilletet REN	Amendement corrigeant une erreur rédactionnelle.	<b>Adopté</b>
<u>741</u> Guillaume Vuilletet REN	Amendement rédactionnel.	<b>Adopté</b>
<u>742</u> Guillaume Vuilletet REN	Amendement rédactionnel.	<b>Adopté</b>
<u>529</u> Jean-Pierre Cubertafon MOD	L'alinéa 34 de ce présent texte précise que la CNIL est informée tous les trois mois des conditions de mise en œuvre de l'expérimentation mentionnée au I de ce même article. Les auteurs de cet amendement souhaitent ainsi apporter une cohérence à l'alinéa 31 et une précision temporelle en demandant que le représentant de l'État dans le département ou, à Paris, le préfet de police tiennent informée à cette même échéance, à savoir trois mois, la Commission nationale de l'informatique et des libertés.	<b>Adopté</b>
<u>743</u> Guillaume Vuilletet REN	Amendement rédactionnel.	<b>Adopté</b>
<u>744</u> Guillaume Vuilletet REN	Amendement rédactionnel.	<b>Adopté</b>
<u>301</u> Philippe Pradal HOR (+ 28)	Le présent amendement vise à préciser que le décret en Conseil d'Etat qui fixera le contenu du rapport après avis de la CNIL, devra également déterminer les conditions dans lesquelles le dit rapport émet des recommandations.	<b>Adopté</b>
<u>160</u> Roger Vicot SOC (+ 31)	Cet amendement de repli du groupe "socialistes et apparentés" n'en est pas moins un amendement de principe. Il vise à rappeler que la désignation des parlementaires chargés de participer à l'évaluation de ce dispositif doit respecter le principe de parité entre les femmes et les hommes.	<b>Adopté</b>

#### APRES ARTICLE 7 BIS

Amendement	Enjeu	Statut
<u>732</u> Stella Dupont REN (+ 7)	Le présent amendement vise à favoriser l'emploi des étudiants étrangers en tant qu'agents de sécurité privée pendant la durée des jeux Olympiques et Paralympiques.	<b>Adopté</b>

#### APRES ARTICLE 8

Amendement	Enjeu	Statut
<u>655</u> Robin Reda REN (+ 6)	Dans la perspective des JOP de 2024 et de l'ouverture à la concurrence, des lignes de bus, puis de celles du tramway, du transilien et du métropolitain ainsi que du réseau express régional, il est indispensable que le centre de coordination opérationnelle de sécurité (CCOS) de la préfecture de police, qui sera fortement mobilisé pendant la période olympique, bénéficie d'une couverture complète du réseau francilien.	<b>Adopté</b>

#### ARTICLE 10

Amendement	Enjeu	Statut
<u>745</u> Guillaume Vuilletet REN	Le présent amendement prévoit la possibilité d'accéder aux informations contenues dans le bulletin n° 2 du casier judiciaire dans le cadre des enquêtes administratives conduites dans le cadre de l'organisation des grands évènements et des grandes fan zones, notamment en lien avec l'organisation des Jeux Olympiques, la consultation de ce bulletin ne relevant pas de la catégorie des traitements de l'article 31 de la loi « informatique et libertés ».	<b>Adopté</b>

#### ARTICLE 13

Amendement	Enjeu	Statut
<u>747 (Rect)</u> Guillaume Vuilletet REN	Cet amendement poursuit deux objectifs : D'une part, il s'agit de réintégrer dans le champ de la peine complémentaire obligatoire d'interdiction de stade le délit d'introduction de tous objets susceptibles de constituer une arme, en dissociant ce délit de celui relatif à l'introduction ou à l'usage d'engins pyrotechniques prévu par l'article L. 332-8 du code du sport. D'autre part, si l'introduction ou l'usage illicite de fumigènes ne semble pas devoir figurer parmi les infractions susceptibles de donner lieu au prononcé de la peine complémentaire obligatoire, lesquelles présentent toutes un degré de gravité supérieur, il apparaît raisonnable et équilibré de réintroduire ce délit dans le champ de l'interdiction de stade susceptible d'être prononcée à titre facultatif par le juge judiciaire.	<b>Adopté</b>
<u>746</u> Guillaume Vuilletet REN	Amendement de précision.	<b>Adopté</b>

#### ARTICLE 13 BIS

Amendement	Enjeu	Statut
<u>748</u> Guillaume Vuilletet REN	Amendement rédactionnel.	<b>Adopté</b>
<u>750</u> Guillaume Vuilletet REN	Amendement de précision rédactionnelle.	<b>Adopté</b>
<u>749</u> Guillaume Vuilletet REN	Amendement rédactionnel.	<b>Adopté</b>
<u>751</u> Guillaume Vuilletet REN	Amendement rédactionnel.	<b>Adopté</b>

## ARTICLE 14 A

Amendement	Enjeu	Statut
<a href="#">629</a> Stéphane Peu GDR	Les cosignataires souscrivent à l'intérêt d'un tel rapport de la part de la Cour des comptes. Il convient cependant d'ajouter un volet recettes pour une vision budgétaire exhaustive ainsi qu'une évaluation des exonérations fiscales dont bénéficie l'organisateur des Jeux, liées au régime fiscal en vigueur dans notre pays au bénéfice des organisateurs d'événements sportifs internationaux.	<b>Adopté</b>

## ARTICLE 16

Amendement	Enjeu	Statut
<a href="#">756</a> Clara Chassaniol REN (+ 168)	Le présent amendement propose d'étendre la rédaction issue de la commission des lois qui prévoit un plan d'accompagnement que pour les seuls salariés qui n'intégreraient pas Grand Paris Aménagement.	<b>Adopté</b>
<a href="#">752</a> Guillaume Vuilletet REN	La mutualisation des moyens de la SOLIDEO et de GPA n'implique pas de transfert préalable obligatoire de tout ou partie du personnel de la SOLIDEO, comme le prévoit l'alinéa 4 du présent article 16. Il est donc proposé de supprimer la référence au bénéfice d'un tel transfert à l'alinéa 6.	<b>Adopté</b>
<a href="#">753</a> Guillaume Vuilletet REN	Amendement rédactionnel.	<b>Adopté</b>
<a href="#">622</a> Paul Vannier LFI (+ 73)	Par cet amendement, le groupe parlementaire de la France insoumise-NUPES souhaite s'assurer que l'ensemble des salariés de la Société de livraison des ouvrages olympiques, SOLIDEO, bénéficiera d'un accompagnement afin qu'ils puissent être reclassés.	<b>Adopté</b>
<a href="#">762</a> Romain Baubry RN (+ 87)	Cet amendement vise à supprimer une répétition de mots qui nuit à la bonne compréhension du texte.	<b>Adopté</b>

## ARTICLE 17

Amendement	Enjeu	Statut
<a href="#">670</a> Yannick Monnet GDR (+ 21)	La dérogation au repos dominical prévue par l'article 17 excède largement la période des Jeux olympiques et paralympiques qui se dérouleront du 26 juillet au 4 septembre 2024. Par conséquent, les auteurs de cet amendement souhaitent réduire la durée de cette dérogation au plus proche des dates des Jeux.	<b>Adopté</b>
<a href="#">790</a> Christine Le Nabour REN	Le présent sous-amendement propose de faire débiter la période de mise en œuvre du dispositif le 15 juin 2024 plutôt que le 15 juillet.	<b>Adopté</b>
<a href="#">591</a> Christine Le Nabour REN	Amendement rédactionnel.	<b>Adopté</b>

## ARTICLE 18

Amendement	Enjeu	Statut
<a href="#">754</a> Guillaume Vuilletet REN	Amendement de cohérence rédactionnelle, suite à l'adoption de l'amendement CL507 par la commission des Lois.	<b>Adopté</b>

## APRES ARTICLE 18

Amendement	Enjeu	Statut
<u>774</u> Guillaume Gouffier Valente REN	Le présent amendement a donc pour objet de donner la possibilité, pendant la période des JOP 2024, au gestionnaire du service Vélib' Métropole de confier la vente de titre à des tiers (tels que des offices de tourisme, hôtels, autres opérateurs de transport...), par convention de mandat.	<b>Adopté</b>

## ARTICLE 18 BIS

Amendement	Enjeu	Statut
<u>755</u> Guillaume Vuilletet REN	L'amendement précise le public prioritairement visé par le dispositif, c'est à dire les utilisateurs de fauteuil roulant qui ne peuvent être transportés que dans des véhicules spécifiques alors que les personnes à mobilité réduite correspondent à une définition plus large.	<b>Adopté</b>
<u>724</u> Sébastien Peytavie EELV (+ 20)	Le présent amendement vise à clarifier la rédaction de l'article 18 bis en précisant qu'il s'applique uniquement aux taxis disposant de rampes d'accès à destination des personnes utilisatrices de fauteuil roulant.	<b>Adopté</b>